



## LE GLOBAL ET LES PROCESSUS DE GLOBALISATION COMME OBJETS DE SCIENCES SOCIALES.

-----

### Appel à participation à l'Ecole doctorale de l'IFRIS

Florence, Printemps 2013 (14-18 Mai).

*Organisateurs : S. Aykut, A. Dahan, J-P. Gaudillière, P. Larédo*

-----

L'environnement global, la santé globale, le climat global et la biodiversité, mais aussi la faim dans le monde, la mondialisation de l'information, de l'innovation ou de la communication, le *world wide web*, etc., toutes ces notions et bien d'autres qui sont au cœur de nos questions de recherches, ne vont pas de soi. Elles ont été construites au cours de processus historiques complexes qui ont été autant scientifiques, politiques et économiques, que culturels, cognitifs et mentaux. Ainsi, les architectures du global sont fort différentes, portées par des institutions et des formes de régulation spécifiques, sous-tendues par des régimes discursifs et des ontologies dont le singulier de global ne rend pas compte. De plus si le global est bien le résultat de processus de généralisation et d'abstraction mis en œuvre par les acteurs qui entendent agir à ce niveau, les interventions et pratiques qui en sont la manifestation concrète supposent toujours localisation et contextualisation. Comment, compte tenu de telles différences, le global et la globalisation sont-ils tenus pour évidents ? En d'autres termes, quels sont les processus de naturalisation du global ? Quelles circulations entre local et mondial président à son émergence ? Par qui sont-ils portés ? Quels sont leurs effets du point de vue des rapports entre différents pouvoirs ?

1°) Une première entrée de l'école doctorale de l'IFRIS est donc l'analyse des processus de constitution et de naturalisation du global. Par rapport aux récits de la mondialisation comme phénomène essentiellement matériel, provoqué par l'intensification des flux marchands et financiers, ou le caractère transfrontalier des nouvelles pollutions, risques et maladies, ce parti pris s'inscrit dans le tournant « interprétatif » en sciences sociales et permet au moins trois déplacements dans les questionnements autour du global.

D'abord, il n'y a pas d'automatisme dans le processus de mondialisation. Les études sur la construction des problèmes publics ont montré que loin de s'imposer par eux-mêmes, les problèmes qui font notre actualité politique sont « mis à l'agenda » et « cadrés » par une multitude d'acteurs venus d'horizons différents (Gusfield, 1981). De la même manière, les recherches en sciences sociales doivent aujourd'hui analyser le rôle d'acteurs scientifiques, politiques, économiques et sociaux dans la construction de l'échelle globale comme échelle pertinente pour dire, savoir, et gouverner les grandes questions de notre temps (Miller, 2004).

Ensuite, les processus de mondialisation ne sont pas neutres. En effet, la naturalisation du global produit des effets d'écrasement ou d'occultation des autres échelles, tant du point de vue de la connaissance que de la politique et de la gouvernamentalité. Les géographes ont depuis longtemps attiré l'attention sur les effets sociaux du processus de mondialisation – et sur les effets pervers d'un discours sur la proximité, la fluidité et le « mode-réseau », alors que la mobilité, devenue vecteur de différenciation sociale, reste l'apanage d'une petite élite (Bauman, 2000). Il faut aussi questionner les effets, en termes de pouvoir et de capacités d'action, d'un discours global, technocratique et abstrait sur une grande partie des problèmes d'actualité (Jasanoff, 2010). En dernière conséquence, cela pose la question des forces sociales et des mobilisations pour porter les transformations nécessaires pour faire face aux problèmes « globaux » (Beck, 2010).

Finalement, la mondialisation n'est pas un processus uniforme. Nous nous efforcerons de retracer différents modes d'existence, ou ontologies du global. Cette façon de poser le problème de la mondialisation rejoint à la fois les recherches sur les modernités multiples ou « enchevêtrées » des études postcoloniales (Therborn, 2003), que les recherches en études des sciences et techniques (STS) sur le « globalisme infrastructurel » des modèles climatiques et organisations internationales (Edwards, 2006), et sur d'autres formes de globalisme porté par les sciences sociales et économiques. Il s'agit donc, là encore, de décentrer le regard, afin d'analyser l'émergence, entre technosciences, discours, dynamiques économiques et jeux géopolitiques, des différentes « géographies enchevêtrées » de la modernité (Hecht, 2011). Il s'agit aussi de questionner la spécificité de la « globalité » de nos objets de recherche.

2°) Une deuxième entrée de l'Ecole doctorale concerne l'étude proprement dite des processus de globalisation, ce qui implique de suivre le double mouvement de généralisation et de localisation des objets, des outils et des enjeux, qui permet la construction du global et donc aussi de s'intéresser aux circulations et aux articulations entre différentes échelles. Ils sont essentiels en particulier à la construction de l'agriculture ou de la santé "globales". Il en va ainsi par exemple des nouveaux accords sur la propriété intellectuelle pour reprendre la main sur les capitalismes émergents, et suggèrent une nouvelle manière d'enclaver les marchés (cf sur industrie des génériques en Inde) ; même si les enclosures sont appelées à être débordées et n'épuisent pas les nouvelles circulations.

Un enjeu d'importance et malheureusement peu pris en compte par les STS est ainsi la façon dont les processus de la mondialisation économique – qu'il s'agisse de la construction de marchés mondiaux, du déplacement des centres productifs vers les pays du Sud, de l'action des firmes ou encore de l'homogénéisation des dispositifs de régulation – s'articulent à une production « globalisée » de savoirs, d'outils et d'expertise. Une autre interrogation centrale concerne les outils d'analyse traditionnels des sciences sociales. Comment apprécier le changement de paradigme vers un « cosmopolitisme méthodologique » auquel nous invite Ulrich Beck (1999, 2006) ? Quelles sont les nouvelles ontologies du global qui émergent quand on dépasse les dualismes fondateurs des sciences sociales comme domestique/étranger, national/international, nature/culture ?

3°) Enfin la troisième entrée, du côté de l'économie et des sciences de gestion, concerne les acteurs mêmes de la mondialisation économique et financière. Certaines questions

posées exigent de comprendre ce que veut dire la "globalisation des firmes", ce que sont ces 200 acteurs qui à eux seuls représentent la moitié de la R-D industrielle mondiale, comment ils organisent et font vivre leurs relations avec les pays dans lesquels ils sont présents (cf. tous les avatars du CSR mais aussi comment des pays du Sud comme l'Indonésie s'en servent pour faire évoluer ces rapports), comment ils organisent leurs efforts de RDI et quels sont les nouveaux mouvements à l'œuvre (montée des firmes des Suds - sont-elles différentes ou 'meilleures' parce qu'elles viennent des Suds ?), comment se déploient de nouvelles 'chaines de la valeur', comment se construisent des initiatives différentes pour déplacer les équilibres et par exemple tenter d'introduire des dimensions sociales et éthiques dans la qualification des produits (fairtrade, etc.), comment se déploient des tentatives différentes de gouverner les marchés, associés à des mots aussi flous qu'« innovation responsable » ?

Tous ces sujets ne sont pas nouveaux à l'IFRIS. Des projets de recherche et de nombreux travaux, en particulier sur le Système Terre, sur la santé globale, sur les nouveaux risques, sur le gouvernement des technosciences à l'échelle globale, sur les acteurs de la globalisation, etc. ont déjà été conduits. Les recherches doivent se poursuivre sur de nouveaux cas, selon des perspectives renouvelées et/ou approfondies. Il est nécessaire en particulier de revisiter les catégories de réseaux, de circulations, de régimes juridiques, de communautés épistémiques, de gouvernance, etc., mobilisées de façon privilégiée, pour savoir en quoi elles peuvent répondre aux questions fondamentales de la gouvernementalité et de la fabrication du social (comment "faire société") à l'échelle supranationale ou globale.

L'objectif de l'Ecole doctorale de l'IFRIS sera de revisiter sur des exemples précis, pris dans divers domaines, ces processus de globalisation ou de mondialisation, de se demander quelles périodisations émergent de ces modes de construction et si celles-ci sont identiques d'un champ à l'autre. Selon quels régimes discursifs et dans quels liens aux ordres politiques, ces différentes architectures du global se sont-elles édifiées, sont-elles gouvernées, et avec quels outils ?

La question des sciences est pour nous centrale. Quels ont été alors dans chaque cas le rôle et la configuration de l'expertise à l'échelle globale ? Quels ont été les apports et le poids des sciences sociales et humaines versus ceux des sciences de la nature et des sciences économiques, tant dans les processus de construction, que de naturalisation du global ? Comment le tournant néo-libéral des années 1990 et l'instrument privilégié des marchés ont-ils impacté les processus de construction du global, et ce qui en a résulté dans les grandes divisions Nord-Sud et la cartographie des inégalités?

L'Ecole doctorale sera l'occasion d'exposés de synthèse qui visent à transmettre des acquis de recherche et discuter tant les perspectives d'ensemble que les cas précis. Nous combinerons des exposés magistraux de certains invités, des exposés de doctorants et post-doctorants sur leurs objets de recherches et des ateliers de lecture et de discussion de textes importants pour la réflexion commune.

Les doctorants et post-doctorants sont appelés à soumettre leur candidature à la participation à cette Ecole par email à Julie Rust ([rust@ifris.org](mailto:rust@ifris.org)) **avant le 15 février 2013**, en rédigeant une présentation d'une page du sujet choisi.

*35 participants dont 7 ou 8 seniors*